DOCUMENT RESUME

ED 023 948 AC 002 558

Assemblee Generale Annuelle - 23 Mai 1968. Rapport des Activities 1967 - 1968 (Annual General Assembly - May 23, 1968; Report of Activities 1967 - 1968).

Institut Canadien d'Education des Adultes, Montreal (Quebec).

Pub Date 68

Note-55p.; Text in French.

EDRS Price MF-$0.25 HC-$2.85

Descriptors-*Administrative Organization, *Adult Education, Annual Reports, Audiovisual Aids, *Cooperative Planning, Documentation, Educational Finance, Higher Education, *Information Services, International Programs, Manpower Needs, *Professional Associations, Publications, Research, Residential Centers

The report presented at the 1968 general assembly of the Institut Canadien d'Education des Adultes (ICEA) gives the highlights of 1967-68 in the areas of administration, information and documentation, research and reporting, and cooperative planning. ICEA operations and components include affiliated members and organizations, the Administrative Council, the Executive Committee, the Secretariat, work committees, and a financial report. Facts and figures on ICEA documentation services, resources and publications, surveys and research studies (including bibliographic research), conferences and round tables, international exchange with France, and training for prospective career diplomats, are also furnished. Appendixes list members and participants from French speaking Canada and elsewhere, officers of work committees, and publications. (ly)

U.S. DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION & WELFARE
OFFICE OF EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL OFFICE OF EDUCATION POSITION OR POLICY.

ED0 27940

RAPPORT DES ACTIVITÉS

iccea

1967-1968

ERIC

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE - 23 MAI 1968

• RAPPORT DES ACTIVITES •

1967 - 1968

INSTITUT CANADIEN D'EDUCATION DES ADULTES

506 est, rue Sainte-Catherien, suite 800,

MONTREAL (24) - Québec.

• SOMMAIRE •

- INTRODUCTION

I - LA VIE DE L'I.C.E.A. EN 1967-1968

A - Les effectifs 3

B - Assemblée Générale Annuelle 6

C - Le Conseil d'administration 6

D - Le Comité exécutif. 7

E - Le secrétariat. 8

F - Les comités de travail. 9

G - Le financement. 10

II - LE PROGRAMME DE TRAVAIL

A - Information et documentation. 13

B - Etudes et inventaires 17

C - La recherche. 22

D - Collaboration et participation. 24

E - Représentation. 31

III - CONCLUSIONS

- ANNEXES

I - Conseil d'administration 1967-1969. 1
Membres de l'I.C.E.A. 3
Secrétariat de l'I.C.E.A. 13

II - Comités de l'I.C.E.A. 1

III - Liste des publications 1967-1968. 1

Oooo -0- oooO

INTRODUCTION

L'année 1967-1968 a mis fin à une introspection qui, depuis deux ans, a été l'occasion répétée d'une remise en question des orientations de l'I.C.E.A., face aux attentes de ses membres. Au lendemain de l'assemblée générale des 26 et 27 mai dernier, forts de l'appui des participants qui s'étaient exprimés librement et maintes fois sur l'action à poursuivre ou à entreprendre, selon le cas, nous nous mettions donc à l'oeuvre.

Les pages qui suivent veulent être un rappel objectif des principales activités dans les domaines de l'administration de l'I.C.E.A.; de l'information, de la documentation; de l'étude et de la recherche; de l'organisation, de la collaboration, de la participation et de la représentation. Sans entrer dans les détails, nous nous efforçons de faire le point dans chaque cas. Ainsi les membres de l'I.C.E.A. auront en main les renseignements de base indispensables pour mieux comprendre l'Institut et s'y intégrer davantage.

Nous essayons de conclure en nous tournant vers l'avenir, un avenir qui se précise de plus en plus et nous pose un certain nombre de défis que tous ensemble nous sommes prêts à relever. L'I.C.E.A., on se doit de l'affirmer, est maintenant engagé dans un mouvement progressif et irréversible; il ne saurait donc être question de faire marche arrière.

ooo -0- ooo

I - LA VIE DE L'I.C.E.A. EN 1967-1968

A - LES EFFECTIFS

a) Membres affiliés

La refonte des statuts et règlements de l'ICEA a donné lieu à certains changements du côté des membres affiliés.

Le nombre des organismes, mouvements, associations, institutions et services affiliés à l'ICEA représente un chiffre total de 59, soit une augmentation de quatre organismes affiliés comparativement à l'année dernière.

Dans ce groupe, on compte neuf nouveaux membres:

- Association d'Education des Canadiens-Français du Manitoba
- Association d'Education du Québec (AEQ)
- Centre de l'Organisation Scientifique de l'Entreprise (COSE)
- Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal
- Collège de l'Enseignement Général et Professionnel de Valleyfield (CEGEP) - Service de l'Education Permanente
- Conseil Régional de l'Aménagement du Nord du Nouveau-Brunswick (CRAN)
- Corporation des Courtiers en Immeubles du Québec
- Fédération des Frères Educateurs du Canada
- Université de Montréal - Département de Science politique

Il est à remarquer que ces nouveaux membres se recrutent non seulement au Québec, mais aussi au Nouveau-Brunswick et au Manitoba et qu'ils appartiennent à la fois au milieu de la formation académique de niveau post-secondaire et universitaire, de la formation des cadres et de la formation professionnelle, ou encore qu'ils sont orientés vers la coordination des mouvements d'éducation ou vers l'aménagement du territoire.

Par ailleurs, cinq organismes n'ont pas renouvelé leur affiliation:

- Cercles des Fermières
- Commission Scolaire Régionale des Laurentides
- La Sauvegarde, Cie d'Assurance sur la Vie
- Lycée da Silva
- Société Canadienne de Dynamique des Groupes

Selon le cas, l'augmentation de la cotisation, un intérêt peut-être moins marqué pour les activités de l'I.C.E.A. ou encore des circonstances spéciales, telle la dissolution d'un organisme, ont motivé le retrait. En outre, La Sauvegarde, Cie d'Assurance sur la Vie a souhaité s'associer plutôt que s'affilier à l'I.C.E.A., ce qui est son privilège et celui de l'entreprise en général en vertu des nouveaux règlements adoptés lors de l'Assemblée spéciale du 25 mars.

Du côté des membres affiliés à titre individuel, nous comptons, cette année, trente-sept personnes soit une diminution de huit membres par rapport à l'an dernier.

Parmi les trente-sept personnes affiliées à titre individuel, nous remarquons six nouvelles recrues soit:

- M. Marcel Caron
- M. A. Hepworth
- Rév. J.N. MacNeil
- M. Armand Massé
- M. Gérard Potvin
- Mme Madeleine Ryan

Quatorze personnes n'ont cependant pas renouvelé leur affiliation au cours de l'année:

- M. Patrick Allen
- M. Guy Beaugrand-Champagne
- M. Jean Boucher
- M. Gustave Boulanger
- M. Guy Bourassa
- M. Gaston Dugas
- M. Pierre Juneau

- M. André Gagnon
- M. Marc Laplante
- M. Raymond Leblanc
- M. Lucien Parent
- M. Gérard Pelletier
- M. Guy Rocher
- M. Claude Ryan

Il est certain que l'augmentation de la cotisation de $ 10.00 à $ 25.00 a joué pour plusieurs surtout dans les cas marginaux, c'est-à-dire lorsque la personne concernée semblait beaucoup plus intéressée à recevoir la documentation qu'à participer activement aux activités de l'ICEA. Pour d'autres l'accession à des fonctions nouvelles comportant des responsabilités accrues soit au gouvernement ou ailleurs a motivé leur retrait. Enfin, dans deux cas particuliers soit M. Pierre Juneau et M. Guy Bourassa, le Bureau des Gouverneurs de la Radiodiffusion (Conseil de la Radio-Télévision Canadienne) et le Département de Science Politique de l'Université de Montréal s'étant affiliés à l'I.C.E.A. ont désigné l'un et l'autre pour les représenter.

b) Membres associés

Les membres associés à l'I.C.E.A. pour l'exercice 1967-1968 sont au nombre de vingt-neuf, soit une diminution de trois membres comparativement à l'an dernier.

c) Membres souscripteurs

Trente-trois entreprises et individus ont versé une souscription à l'I.C.E.A. au cours de l'année qui vient de se terminer comparativement à vingt-six l'an dernier.

On trouvera dans l'annexe I de ce rapport la liste des membres de l'I.C.E.A. selon les catégories et les groupes auxquels ils appartiennent, compte tenu des décisions prises lors de l'Assemblée spéciale du 25 mars. Comme nous l'indiquions ce jour-là, nous nous sommes efforcés dans le classement de chaque organisme de respecter la dominante de chacun des cas, d'où peut-être quelques erreurs que nous sommes prêts à rectifier en discutant les trois ou quatre cas litigieux à leur mérite.

B - ASSEMBLEE GENERALE SPECIALE

En réponse au voeu formulé lors de l'Assemblée générale de mai 1967, tous les membres de l'I.C.E.A. étaient convoqués, le 25 mars dernier, à une Assemblée générale spéciale. Ils eurent alors à se prononcer sur les propositions du Conseil d'administration relatives au membership et aux taux de cotisation des membres de l'I.C.E.A.

Un document substantiel, fruit de réflexions de l'Exécutif et dont le contenu avait été ratifié par le Conseil d'administration, fut préalablement soumis à l'attention des participants. A l'issue des discussions qui durèrent près de trois heures, les recommandations du Conseil d'administration furent adoptées.

Les délibérations du 25 mars ont fait l'objet d'un rapport qui fut adressé à chaque membre de l'I.C.E.A. Elles ont été consignées dans les nouveaux statuts et règlements récemment soumis à l'approbation du Secrétariat d'Etat à Ottawa.

C - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration se sont réunis cinq fois depuis l'Assemblée générale annuelle de mai 1967, soit aux mois de juin, septembre, janvier, mars et mai.

Si nous excluons la première réunion qui fut entièrement consacrée à l'élection des membres du Comité exécutif, les rencontres subséquentes ont eu pour objet, en plus de voir aux affaires régulières de l'I.C.E.A., l'approfondissement de certaines questions inscrites au programme de travail de l'année en cours, compte tenu des recommandations de l'Exécutif.

C'est ainsi que nous avons consacré plusieurs heures à une réflexion sur la place de l'étude et de la recherche à l'I.C.E.A. et l'action à entreprendre dans le concret; notre rôle consultatif en matière d'échanges à l'étranger et les recommandations, à ce sujet, des participants à la Mission de l'I.C.E.A. en France; le problème de la distribution du film, étudié l'année précédente, et celui des centres résidentiels pour adultes à partir d'un Mémoire élaboré par un comité ad hoc. A cette énumération succincte, il convient d'ajouter un ensemble de sujets abordés plus brièvement par le Conseil et sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir un peu plus loin.

A la réunion de janvier, le Conseil d'administration pourvoyait au remplacement de M. Jean Champagne démissionnaire en raison de son départ de la Confédération des Syndicats Nationaux pour la direction générale de la main-d'oeuvre du ministère du Travail du Québec.

M. Bruno Meloche, directeur du service d'éducation de la C.S.N. fut désigné par le Conseil pour terminer le mandat de M. Champagne. M. Meloche n'ayant pu accepter, en raison de certaines circonstances, le Conseil nommait à sa place, lors de la rencontre du 25 mars, Mlle Gabrielle Hotte, du même mouvement.

D - LE COMITE EXECUTIF

Au cours de l'année qui vient de se terminer, les membres du Comité exécutif ont tenu onze réunions régulières, dont deux à l'extérieur du secrétariat de l'I.C.E.A.

S'appuyant sur les politiques adoptées par l'Assemblée générale, les membres du Comité exécutif ont surveillé et orienté la mise en application du programme de travail et pris, à l'occasion, les décisions qui s'imposaient vis-à-vis de certains problèmes relevant de la compétence de l'I.C.E.A.

Au lendemain de l'Assemblée générale, le Comité exécutif a consacré une journée entière à la revision des documents qui avaient permis la mise en place du programme de travail, ainsi qu'à l'étude des recommandations formulées par l'Assemblée générale.

Par l'intermédiaire de son directeur général, le Comité exécutif a soumis, à chaque réunion du Conseil d'administration, un document synthèse de ses travaux et activités durant la période écoulée, en plus des documents plus complets sur des aspects particuliers du programme, de manière à informer le mieux possible les membres du Conseil.

Au cours d'une longue séance, l'Exécutif a repris tout le problème du membership et du taux des cotisations et proposé, au Conseil d'administration, un ensemble de modifications aux statuts et règlements.

En ce qui a trait à la régie interne de l'I.C.E.A., le Comité exécutif a consacré plusieurs heures à l'étude d'une politique de sécurité sociale et d'une réglementation des conditions de travail du personnel. En décembre, l'Exécutif adoptait le principe de maintenir à l'I.C.E.A. des salaires compétitifs aussi bien pour le personnel professionnel que pour le personnel technique et procédait, à cette fin, à une révision ou à un réajustement des salaires, selon le cas.

E - LE SECRETARIAT

Le personnel permanent de l'I.C.E.A. est composé présentement de neuf personnes dont cinq y compris le directeur, sont affectées aux services professionnels et quatre aux services techniques.

A cette équipe, il convient d'ajouter pour la période d'été 1967 M. Paul Bélanger et M. Pierre Paquet qui se sont associés à M. Simon Landry et à Mme Hélène Phelps pour une réflexion sur la place de l'étude et de la recherche à l'I.C.E.A. et le développement du Centre de documentation.

En septembre, M. Philippe Arlen quittait l'I.C.E.A. pour l'Université, mais acceptait de poursuivre son travail à temps partiel jusqu'à ce qu'on recrute un nouveau bibliothécaire. On retenait aussi les services, à demi-temps, de Mlle Marie-D. Valiquette, étudiante. Au mois de mai, Mme Lise Brunet, B.A. bibliothéconomie, entrait au service de l'I.C.E.A.

De mai à septembre, Mlle Lorraine Gagner, étudiante en sciences sociales, remplissait certaines fonctions à titre d'aide à la recherche. Mlle Yseult Demers, secrétaire à l'emploi de la Conférence Nord-Américaine, dont le secrétariat est situé à l'I.C.E.A., assume en outre, depuis le mois de mars, l'organisation du programme de stage des jeunes fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures.

En juin, Mlle Nicole Guay, secrétaire-dactylo, quittait l'I.C.E.A. pour une nouvelle orientation. Mlle Nicole Laflamme la remplace en permanence depuis juillet. En raison du surcroît de travail, l'I.C.E.A. procédait en septembre dernier à l'embauche d'une quatrième secrétaire-dactylo, Mlle Géraldine Sullivan.

Afin de coordonner les activités et de réaliser le programme de travail, le personnel professionnel se réunit périodiquement en comité du programme, sous la direction du directeur général.

Le personnel technique se rencontre occasionnellement, sur l'instigation du chef de secrétariat, responsable au directeur général.

Malgré le chemin qui reste à parcourir pour développer et intégrer parfaitement chaque rouage du secrétariat, dont l'importance, à quelque niveau que se situe la responsabilité, nous apparaît primordiale, nous sommes en mesure d'affirmer que notre équipe connaît un bon départ. Avec le rodage des mois à venir, les membres de l'I.C.E.A. seront en droit d'attendre davantage le meilleur de chacun, donc des services compétents et toujours plus efficaces.

Si l'I.C.E.A. continue à se développer à ce rythme, nous devrons songer dans un avenir rapproché à agrandir les locaux, faute d'espace pour loger convenablement tout le personnel.

F - LES COMITES DE TRAVAIL

Six comités de travail orientés vers des objectifs à court et à long terme ont siégé plus ou moins régulièrement au cours de l'année:

- La distribution du film
- La radiodiffusion éducative
- L'éducation des adultes et les problèmes de main-d'oeuvre
- Les centres résidentiels
- La Conférence Nord-Américaine (comité mixte)
- La campagne de recrutement (souscription)

Dans le chapitre suivant, on trouvera un aperçu des travaux des divers comités reliés au programme de travail et en annexe II la liste des personnes qui y ont bénévolement apporté leur collaboration.

G - LE FINANCEMENT

Au chapitre de la finance nous pouvons dire qu'une situation favorable se maintient même si en comparant le montant total des dépenses ($ 102,100.93) avec celui des revenus ($ 98,256.72), nous observons un déficit de $ 3,844.21 par rapport à un excédent de $ 6,367.22 l'an dernier.

Nous constatons, par ailleurs, que l'augmentation des revenus en 1967-1968 n'est que d'environ $ 3,000.00 alors que les dépenses pour la même période se sont accrues de plus de $ 13,000.00. Cet accroissement des dépenses se fait surtout sentir au poste des salaires, ce qui est dû d'une part aux ajustements de salaires accordés au début de 1968 et, d'autre part, à l'augmentation du personnel nécessitée par l'expansion des services offerts par l'I.C.E.A.

Au poste du Centre de documentation les dépenses pour 1967-1968 ont augmenté pour les abonnements et la documentation comparativement à l'an dernier où l'on avait mis l'accent sur l'organisation matérielle du Centre.

Dans le secteur revenus, il faut noter que le revenu extraordinaire de la Conférence Nord-Américaine provient en réalité du remboursement des frais de secrétariat (location d'un bureau, téléphone, salaire des secrétaires, papeterie, ... etc.) les services professionnels du directeur général de l'I.C.E.A. étant offerts à titre gracieux.

La ré-édition du volume "Les Comités; esprit et Méthodes", de Claude Ryan et la publication du Cahier "L'Animation" nous ont assuré une augmentation substantielle des ventes.

Les revenus provenant des cotisations des membres sont sensiblement les mêmes que l'an dernier, même si on doit déplorer une diminution des sommes recueillies lors de la campagne de recrutement des membres associés et souscripteurs.

Soulignons que cette diminution est due pour une bonne part à la désaffection de quelques entreprises surtout dans le secteur économiquement défavorisé de la pulpe et du papier.

Nous déplorons que le nombre des membres associés ($ 200.00 et +) soit réduit de 32 à 29 comparativement à une augmentation de 11 en 1966-1967. Par ailleurs, le nombre des souscripteurs (- de $ 200.00) est passé de 26 à 33 ce qui rétablit un certain équilibre dans les recettes d'une année à l'autre.

Il ressort de cette brève analyse qu'un effort doit être de nouveau tenté pour conserver un certain équilibre entre les diverses sources de financement.

Nous profitons de l'occasion pour remercier tous les membres de notre Comité de recrutement, en particulier le président M. René Fortier. Bien que le retard à démarrer les ait quelque peu desservis, ils ont su par leur ténacité rattraper le temps perdu et obtenir des résultats sensiblement les mêmes qu'en 1966-1967.

Dans les états financiers préparés par le vérificateur, on trouvera le détail des opérations pour l'exercice qui vient de se terminer.

ooo -0- ooo

II - LE PROGRAMME DE TRAVAIL

Afin de faciliter la lecture de notre rapport, nous utiliserons les rubriques adoptées dans le programme de travail pour décrire les principales activités et réalisations de l'exercice 1967-1968, celles-ci étant fonction des objectifs mentionnés dans la Charte de l'I.C.E.A.

A - INFORMATION ET DOCUMENTATION

a) Le Centre de documentation et le Bulletin de l'I.C.E.A.

Nous n'avons point besoin d'insister sur le fait qu'un Centre de documentation constitue un instrument essentiel pour la promotion de l'éducation des adultes; c'est d'ailleurs ainsi que l'I.C.E.A. estime à juste titre le rôle de son Centre de documentation et continue de lui consacrer une attention prioritaire. Il est toutefois évident qu'un tel Centre ne devient véritablement efficace que lorsqu'il possède les outils propres à répondre aux besoins de la collectivité qu'il dessert.

1 - Quelques statistiques

Les besoins de la collectivité, c'est-à-dire en particulier des membres de l'I.C.E.A., ont été définis à l'occasion de diverses consultations, ce qui a permis au personnel du Centre de poursuivre avec toutes les nuances souhaitables la tâche qui lui est assignée. Les quelques statistiques qui suivent donnent un aperçu du développement de la collection et des services rendus au cours de l'année par notre Centre de documentation.

La collection:

15 fichiers de classement tenus à jour (sujets, auteurs, titres, ... etc.)

73 réceptions de périodiques

587 volumes récemment acquis (non catalogués à date)

430 documents classifiés (études, mémoires, rapports, ... etc.)

749 volumes catalogués et classifiés

Au total 1275 volumes catalogués

1705 ouvrages classifiés et catalogués (volumes + documents)

Les services:

110 prêts

49 consultations

115 réponses écrites expédiées à nos correspondants

75 appels téléphoniques

Publication

9 numéros du BULLETIN DE L'I.C.E.A. (depuis juin)

Bien que nous en soyons encore à la période d'organisation et d'acquisition, un bref coup d'oeil sur les statistiques touchant la collection nous convainc de son importance, qu'il s'agisse de l'éducation des adultes proprement dite ou de domaines connexes d'une part, de volumes, de brochures ou de documents d'autre part. Certes nous aurions pu faire plus vite, acheter tout ce qui se présente, mais nous avons opté pour un choix rationnel et judicieux, évitant ainsi le gaspillage tout en nous procurant d'abord, selon nos moyens financiers, l'essentiel, la base. Lorsqu'on lit "15 fichiers de classement", il ne s'agit pas d'une banale énumération, mais d'une mine de renseignements pour les chercheurs, aussi bien que pour les hommes d'action, les "engagés" à divers titres dans des opérations d'éducation des adultes de quelque nature qu'elles soient. Ainsi, un simple parcours des fiches amène le consultant à rassembler une importante documentation sur le sujet qui l'intéresse et lui épargne de nombreuses heures de travail.

Concernant les services, le nombre de prêts a sensiblement augmenté par rapport à l'année précédente et les limites géographiques ont reculé puisque nos documents se rendent jusque chez nos membres du Manitoba et du Nouveau-Brunswick. Quant aux appels téléphoniques, il s'agit la plupart du temps de requêtes concernant les cours et les stages pour adultes, de demandes de documentation sur des sujets tels que la radiodiffusion, la formation des cadres, le travail en groupe, l'animation, le développement communautaire et l'aménagement du territoire, l'évolution de l'éducation des adultes au pays et à l'étranger, le problème de la pauvreté, de la formation des adultes, ... etc. La consultation sur place, même si nous la souhaiterions plus

nombreuse, a tout de même été assez continue si l'on tient compte par exemple que des membres d'une firme de recherche et des étudiants au niveau de la maîtrise et du doctorat ont utilisé le Centre de documentation les uns presque quotidiennement de juillet à la mi-septembre et les autres assidûment, quoique de façon périodique.

A la demande générale le "Bulletin de l'I.C.E.A." a été publié mensuellement, à partir de septembre, favorisant ainsi la circulation de nouvelles sur l'éducation des adultes tant au pays qu'à l'étranger. Nous tenons à rappeler ici la collaboration effective des membres de l'I.C.E.A. qui nous aident de mieux en mieux à maintenir nos rubriques à jour, nous permettant de signaler à l'attention des lecteurs leurs activités les plus intéressantes.

2 - Recherches et collaboration

Des recherches bibliographiques ont été effectuées par le Centre de documentation pour les différents comités d'étude de l'I.C.E.A., notamment la radiodiffusion éducative, les centres résidentiels, les problèmes de main-d'oeuvre, ainsi qu'à l'occasion de la publication des Cahiers de l'I.C.E.A. Le personnel du Centre a eu en outre à répondre à plusieurs requêtes non seulement des membres de l'Institut, mais aussi d'organismes et de personnes intéressés à des questions reliées à l'éducation des adultes telles que la formation des maîtres, le problème de la pauvreté, ... etc.

En juin dernier, sur l'initiative de l'I.C.E.A. quelques responsables des Centres de documentation de nos organismes affiliés se sont réunis afin de discuter d'un projet de collaboration au niveau de la documentation. La publication d'un bulletin signalétique commun des nouvelles acquisitions fut alors décidée. Comme projet faisant suite à ce bulletin, on retint aussi l'idée de publier des listes de fonds de collection par tranches systématiques, la compilation de ces listes et leur publication devant être effectuées au Centre de documentation de l'I.C.E.A. Malheureusement de nombreuses difficultés surgirent et retardèrent la réalisation de ce projet, quelques-uns des Centres impliqués ayant à traverser une période d'organisation avec un personnel restreint et n'étant pas en mesure matériellement de collaborer.

Il ne faut pas croire pour autant que le projet comme tel ait été abandonné, au contraire. Nous attendons tout simplement, pour y donner suite, des conditions plus favorables, ce qui ne saurait pas tarder puisque les Centres de documentation de nos membres se sont sensiblement développés au cours de l'année.

Du côté de la collaboration et des échanges avec l'étranger, l'I.C.E.A. a multiplié les contacts et posé des gestes concrets par l'intermédiaire de MM. Pierre Paquet et Paul Bélanger, stagiaires à Paris pour la préparation d'une thèse de doctorat. Au nom de l'Institut, ces deux Canadiens ont entrepris en Scandinavie une tournée des principaux organismes d'éducation des adultes dans le but de mettre au point un projet de coopération au niveau des échanges et de la documentation. Ils ont en même temps accompli le même travail auprès d'organismes français et britanniques.

Au Canada, en plus de poursuivre les échanges habituels avec les différents organismes, institutions et services gouvernementaux, l'I.C.E.A., en collaboration avec le Département de l'éducation des adultes de "The Ontario Institute for Studies in Education" (OISE) et la "Canadian Association for Adult Education" (CAAE) a entrepris un inventaire de la recherche en éducation des adultes au Canada. Cette opération comporte la cueillette, la classification et la diffusion de l'information sur la recherche ne conduisant pas à un diplôme, l'I.C.E.A. assumant pour sa part la responsabilité du secteur francophone. Cet inventaire comporte plusieurs aspects intéressants dont celui d'enrichir la collection de notre Centre de documentation des documents de recherche les plus récents sur l'éducation des adultes. Pour ce qui est des Etats-Unis, les échanges fructueux avec plusieurs organismes et centres, principalement avec "The Library of Continuing Education - Syracuse" se poursuivent.

Une considération s'impose à notre esprit à la suite de cette description d'activités et de services: les membres de l'I.C.E.A. connaissant beaucoup mieux, aujourd'hui, les "trésors" de leur Centre de documentation seront sans doute davantage enclins à les consulter sur place et même d'y emprunter en plus grand nombre des ouvrages de toutes sortes. Car nous ne voudrions quand même pas que ces efforts servent à bâtir un "Musée" plus ou moins poussiéreux, mais

bien une ruche débordante d'activités, par la présence accrue de nos membres que nous nous efforçons de servir le mieux possible.

b) La promotion et la publicité

Depuis une couple d'années, l'Assemblée générale annuelle a été l'occasion de soulever tout le problème de la promotion de l'I.C.E.A. et de la publicité. Même si aux yeux de quelques-uns notre action dans ce secteur demeure encore rudimentaire, nous devons convenir que plusieurs expériences ont été tentées au cours de l'année. C'est ainsi qu'à l'occasion du lancement du Cahier sur l'ANIMATION, nous avons organisé à Lévis une Conférence de presse, préparé un feuillet publicitaire sur les Cahiers et constitué des listes de personnes et d'organismes auxquels nous avons adressé une publicité massive. Une opération semblable a été entreprise lors de la publication de nouvelles fiches du REPERTOIRE.

En avril, au Salon de l'Education, Place Bonaventure, nous avons exposé les publications de l'I.C.E.A. et distribué aux visiteurs de l'information pertinente ainsi que notre nouveau dépliant bilingue, destiné à fournir des renseignements de base sur l'I.C.E.A.: historique, objectifs, structure, méthodes de travail et principales réalisations.

Par ailleurs, on nous a pertinemment suggéré, lors de la Campagne de souscription, de faire davantage la promotion de l'I.C.E.A. auprès du grand public et du monde des affaires par le truchement entre autres des media d'information. C'est dire qu'il y aurait encore beaucoup à entreprendre pour assurer toute la promotion souhaitable.

B - ETUDES ET INVENTAIRES

a) Publication des CAHIERS DE L'I.C.E.A.

Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, deux numéros doubles des Cahiers de l'I.C.E.A. ont été publiés soit:

- L'Animation (n° 4/5)
- L'Education des Adultes et les Problèmes de Main-d'oeuvre (n° 6/7)

Le tirage des Cahiers est présentement de 2000 exemplaires et, déjà, nous devons songer à une réimpression du Cahier sur "L'ANIMATION" (septembre 1967) pour faire face aux nombreuses demandes. Est-ce à dire qu'il y aurait lieu d'augmenter le tirage de base des Cahiers ce qui permettrait de réduire en même temps les frais d'impression? Peut-être, mais à la condition préalable qu'on puisse accroître le nombre des abonnés réguliers de manière à ce qu'il soit possible de compter sur un minimum d'acheteurs. On se souviendra cependant de l'époque pas très lointaine où les Cahiers de l'I.C.E.A. tiraient à cinq cents exemplaires et se présentaient sous un format difficile à manipuler.

b) Réimpression du volume LES COMITES: ESPRIT ET METHODES

Au début de mars, nous procédions à une réimpression de 3000 exemplaires du volume de M. Claude Ryan, LES COMITES: ESPRIT ET METHODES. Le facteur temps a toutefois empêché l'auteur d'y apporter les corrections et addenda qu'il aurait souhaités.

Le tirage de ce best-seller, lancé en 1961, se chiffre au total à 14,000 exemplaires, ce qui nous permet de conclure que l'intérêt et les besoins sont énormes en ce qui concerne les instruments de travail en groupe au service des adultes.

c) Réalisation d'un film: Aspects d'une discussion en groupe

Le film tant attendu sur les ASPECTS D'UNE DISCUSSION EN GROUPE, réalisé conjointement par l'Office National du Film et l'Institut Canadien d'Education des Adultes, est enfin terminé après de multiples incidents qui furent la cause de délais interminables dont nous nous excusons auprès de nos membres. Jouant de malheur, ce film est en effet passé d'une main à l'autre, tant à l'O.N.F. qu'à l'I.C.E.A., en raison d'un concours de circonstances telles que les nouvelles orientations des principaux auteurs, les départs, la maladie, ... etc. Par ailleurs, après un premier visionnement qui réunira les divers artisans notre film connaîtra son "tour de France" puisque nous avons l'intention de le présenter à nos collègues à l'occasion du stage d'étude de juin prochain.

d) Etude sur la distribution du film

Le Comité d'étude sur la distribution du film a mis fin à ses activités au cours de trois réunions. En septembre, l'I.C.E.A.

publiait le rapport des travaux du comité, sauf les recommandations, le Conseil d'administration ayant confié à un sous-comité de quatre personnes (la présidente et le secrétaire du comité et deux membres du Conseil) le soin d'approfondir l'ensemble des suggestions annexées au rapport, à la lumière des données du dit rapport.

A son tour, ce sous-comité fit connaître ses vues à l'Exécutif et au Conseil d'administration et suggéra qu'avant de prendre position sur des structures et des modalités de distribution des films pour fins éducatives, l'I.C.E.A. scrute davantage deux questions essentielles soit le degré d'utilisation du film par ses membres, y compris l'entreprise privée, de même que la tendance actuelle et les prévisions d'utilisation du film comme support audio-visuel à partir de l'expérience canadienne et américaine. Avant de poursuivre une étude de cette nature, en somme assez large, il a toutefois été convenu, à la requête du directeur général, d'attendre le rapport du comité de l'I.C.E.A. sur la radiodiffusion éducative où l'on touchera au moins un aspect du problème des nouvelles techniques audio-visuelles, ce qui permettra, enrichi de ces nouvelles données, d'avoir une meilleure vue d'ensemble et d'établir par la suite des priorités dans l'urgence des travaux à poursuivre à l'I.C.E.A., comme d'assurer une programmation plus rationnelle des activités d'étude et de recherche.

e) Etude sur la radiodiffusion éducative

Depuis la dernière Assemblée générale annuelle de l'I.C.E.A., le comité d'étude sur la radiodiffusion éducative s'est réuni une dizaine de fois. A cause de la complexité des questions traitées et, surtout, de la difficulté d'obtenir les renseignements requis et indispensables pour clarifier la situation qui prévaut au Canada et au Québec, il a été impossible au comité de terminer plus tôt le travail qui lui a été confié. Il faut dire aussi que son secrétaire a été passablement absorbé par la réalisation d'autres tâches tout aussi urgentes.

Le Comité en est cependant à sa dernière étape, celle des recommandations à soumettre à l'Exécutif de l'I.C.E.A., et sera vraisemblablement en mesure de déposer son rapport d'ici le mois de juillet. Ce rapport comprendra quatre parties: 1° Essai de définition de la radiodiffusion éducative et sa situation dans l'ensemble des techniques audio-visuelles; 2° La radiodiffusion éducative au Québec; 3° La législation; 4° Pour une politique d'une radiodiffusion éducative: recommandations.

f) Mémoire sur les Centres résidentiels

Mis sur pied en décembre 1967, le Comité d'étude sur les Centres résidentiels a tenu quatre réunions. Ces rencontres ont été consacrées à l'élaboration d'un Mémoire à partir de données factuelles et d'indications recueillies à l'occasion de deux sondages effectués, l'un auprès des utilisateurs des centres résidentiels ou maisons poursuivant des fins semblables, l'autre auprès des établissements où se tiennent assez régulièrement des stages en résidence.

Nous devons préciser ici que l'I.C.E.A. a entrepris cette étude à la demande expresse du directeur général de la direction générale de l'éducation permanente (Ministère de l'Education, Québec) qui, en septembre dernier, sollicitait une entrevue de l'Exécutif et souhaitait, au cours de cet entretien que l'I.C.E.A., en tant qu'organisme représentatif des principaux mouvements et associations d'éducation des adultes, étudie la question des centres résidentiels et formule un projet dans lequel il sera tenu compte de la structure administrative et pédagogique, du financement, du programme, de la localisation de tels centres en fonction des besoins prioritaires du milieu et, si possible, compte tenu de l'évaluation de l'expérience acquise à date.

Le projet de Mémoire préparé par le Comité ad hoc a fait l'objet de longues discussions lors des dernières réunions du Comité exécutif et du Conseil d'administration. Reste maintenant à y apporter certaines précisions de caractère juridique et quelques clarifications au niveau des recommandations. Le Conseil d'administration espère être en mesure de soumettre ce Mémoire vers la fin du mois de juin.

Il est à noter que l'I.C.E.A. n'a reçu aucune subvention spéciale pour la réalisation de ce projet.

g) Suite au Mémoire sur l'Enseignement post-secondaire aux adultes

Au mois de juillet 1967, l'I.C.E.A. soumettait au Ministre de l'Education du Québec un Mémoire sur l'Enseignement post-secondaire aux adultes. Fruit de la réflexion d'un comité mandaté à cette fin, ce Mémoire s'efforçait de préciser les objectifs de ce niveau d'enseignement, les caractéristiques de la

clientèle adulte, et les dispositions à prendre sur des points tels que l'orientation, les normes d'admission, la pédagogie, les diplômes, ... etc., ... etc.

Pour donner suite à ce travail qui reçut un accueil extrêmement favorable aussi bien au Québec que dans les autres provinces canadiennes, de même qu'aux Etats-Unis, en France et en Angleterre (à la demande générale, on a dû en assurer la traduction en langue anglaise) l'I.C.E.A. entreprit un rapide sondage sur les principaux problèmes affrontés par les coordonnateurs de l'éducation des adultes dans les CEGEP. Après quoi deux rencontres furent convoquées au secrétariat de l'I.C.E.A. afin de permettre à quelque vingt-cinq responsables dans les CEGEP de confronter leurs idées et, si possible, d'apporter des solutions aux problèmes les plus urgents.

Il découle des rapports de ces rencontres qu'il y avait ample matière à discussion. Nous pouvons affirmer en outre qu'en plus de clarifier la situation, ces réunions ont eu un effet stimulant sur les directeurs d'éducation des adultes qui décidèrent de se retrouver périodiquement pour mettre en commun leurs difficultés et s'attaquer ensemble à la recherche de solution.

L'I.C.E.A., heureux de la tournure des événements, souhaite que le mouvement se poursuive et demeure disponible pour rendre au groupe les services que l'on pourrait en attendre. La question de B.A. pour adultes, par exemple, nous incitera peut-être à provoquer prochainement une discussion entre responsables dans les CEGEP et dans les Universités et représentants des corps intermédiaires et du monde des affaires.

h) L'Education des Adultes et les problèmes de main-d'oeuvre

Depuis plusieurs années, l'I.C.E.A. se préoccupe des problèmes de formation de la main-d'oeuvre au sens large du terme. Nous nous souviendrons entre autres de l'enquête sur la récupération scolaire, de l'inventaire sur le rôle de l'entreprise et du colloque d'octobre 1965 et des nombreuses consultations qui ont suivi. Ces consultations ont donné lieu à la mise sur pied d'un comité chargé d'inventorier, de la façon la plus complète possible, les politiques actuelles de main-d'oeuvre au Canada et au Québec pour ensuite étudier le partage des responsabilités entre l'Etat, le syndicat et le patronat, particulièrement au niveau de la formation.

Cette année, après trois réunions, le Comité de la main-d'oeuvre a dû suspendre ses activités en raison de l'impossibilité d'obtenir l'information souhaitable et conséquemment de la difficulté de saisir une réalité extrêmement mouvante dans une période de réajustement et d'incertitude.

Pour autant, le comité, soucieux de pénétrer plus à fond cet ensemble de questions vitales pour l'économie du Québec et du Canada et conscient de l'étroite relation qui existe entre les politiques de main-d'oeuvre (structures, organisation du marché du travail, ... etc.) et celles de la formation des adultes, n'a pas abandonné la partie. Aussi l'Exécutif de l'I.C.E.A. faisait-il sienne la suggestion de suspendre momentanément les travaux du comité pour s'engager dans la préparation d'un Cahier de l'ICEA(n°6/7) qui servirait de document de base lors d'un colloque où les principaux intéressés seraient amenés à examiner la situation à partir des faits et à rechercher des solutions aux problèmes les plus urgents. Ce Colloque débutera aujourd'hui même.

C - LA RECHERCHE

Afin d'accorder au mot recherche et aux activités qu'il recouvre toute la plénitude et le sens désirables, nous ferons désormais de la recherche à l'I.C.E.A. un point particulier du programme de travail. Non pas que durant l'année qui vient de s'écouler nous nous soyons beaucoup engagés dans des activités proprement dites de recherche. Nos efforts très modestes se situent surtout au niveau de la réflexion. Quelle est la place de l'étude et de la recherche à l'I.C.E.A.? Quelles sont les exigences actuelles et l'importance conséquente de la recherche? Quelles seraient les fonctions d'un service de recherche à l'Institut?

Ces fonctions essentielles, de même que les problèmes de définition de la recherche par rapport à essai et à étude et les implications au niveau opérationnel, ont fait l'objet de longue discussion à l'Exécutif et au Conseil d'administration, à partir d'un document préparé par les personnes du secrétariat affectées à la recherche. En outre un sondage auprès de nos membres, quelques interviews et une rencontre de consultation nous ont permis de vérifier certaines hypothèses quant au rôle qu'entend assumer l'I.C.E.A. en matière de recherche.

Nous sommes donc maintenant devant un certain nombre d'acquis non négligeables, c'est-à-dire que l'I.C.E.A. a un rôle certain à jouer en matière d'étude et de recherche en éducation des adultes; ce rôle se définit par la promotion, l'information et la coordination; une attention particulière doit être accordée à la coordination, ce qui suppose une étape préalable de mise en commun des préoccupations des chercheurs et parallèlement des commanditaires de la recherche; quant à la production de recherches, il ne saurait être question de concurrencer les membres de l'Institut (v.g. les organismes et les universités) ou les firmes spécialisées, bien qu'en raison de sa nature et de sa structure on reconnaisse à l'I.C.E.A. une fonction spécifique et essentielle, soit la fabrication d'outils, la recherche de techniques d'évaluation et, éventuellement, la conduite d'opérations, recherches d'évaluation et/ou leur coordination.

Pour ceux qui, depuis longtemps, nous sont associés, qui se sont battus pour faire reconnaître l'importance de l'éducation des adultes et qui ont rêvé de constituer à l'I.C.E.A. une équipe compétente, capable de fournir toutes les garanties qu'exige un travail scientifique, c'est franchir aujourd'hui un pas décisif en fonction d'un avenir prometteur. C'est aussi, puisque nous parlons d'évaluation, la preuve que notre milieu a atteint une certaine maturité, qu'il est prêt à la critique positive de ses activités de formation comme à la collaboration dans un ensemble où nécessairement, on devra établir des priorités d'investissements, compte tenu d'une politique cohérente d'éducation des adultes qui permette d'éviter le gaspillage des forces et des ressources.

Au niveau de l'action, l'année qui se termine aujourd'hui, outre le sondage auquel nous avons fait allusion précédemment, a été l'occasion de mettre en marche un mode d'inventaire des recherches en éducation des adultes au Canada. Une fois ses propres cadres d'inventaire tracés, l'I.C.E.A. fut invité par The Ontario Institute for Studies in Education (OISE), qui préparait un projet semblable, à collaborer. Finalement, la Canadian Association for Adult Education (CAAE) elle-même intéressée au niveau de la documentation a résolu de partager avec l'OISE la responsabilité du projet pour le secteur anglais, alors que l'I.C.E.A. assume celle du secteur français. Ces travaux donneront lieu à une publication conjointe et à la réalisation de fiches analytiques pour chaque recherche, ce qui suppose préalablement des rencontres entre les trois organismes et de la consultation, particulièrement avec l'Institut de recherche pédagogique (IRP Québec) et la Library for Continuing Education de l'Université de Syracuse (New York).

Comme nous le laissions savoir à nos collègues de Toronto, nous voulons en effet bâtir pour l'avenir, qu'il s'agisse de notre Centre de documentation ou d'opérations qui s'y rattachent, et nous devons, pour ce faire, si modeste que soit notre lot, tenir compte du contexte nord-américain et de l'apport indispensable de l'informatique.

D - COLLABORATION ET PARTICIPATION

Dans ce chapitre, nous regrouperons certaines réalisations et certains projets qui ne sont pas de l'ordre de l'inventaire, de l'étude ou de la recherche, mais s'inscrivent quand même dans le cadre des objectifs poursuivis par l'I.C.E.A. surtout dans le secteur services rendus à ses membres et à la collectivité.

a) Rencontres à l'extérieur du Québec

Nous nous souviendrons de l'insistance avec laquelle l'Assemblée générale de mai 1967 avait souhaité que l'I.C.E.A. s'intéresse aux communautés francophones à l'extérieur du Québec. Pour répondre à ce désir, le Comité exécutif adoptait, dès la fin de juin, un programme de rencontres. Mais de là à réaliser ce programme dans sa totalité, il y a une marge, bien que l'on se soit entendu pour en faire une priorité. Deux explications s'imposent à notre esprit: la première étant une question d'opportunité, l'I.C.E.A. n'ayant nullement l'intention de s'imposer, la seconde concernant les ressources financières suffisantes qui permettraient de disposer en temps voulu d'un personnel formé et intégré à l'I.C.E.A. sans qu'il soit question pour autant de délaisser les travaux en cours. Mais encore là faudrait-il que notre présence soit désirée, que nous soyons capables d'apporter quelque chose à ces groupes hors du Québec et que ceux-ci aient eux-mêmes quelque chose à nous donner en retour.

Néanmoins une simple rétrospective sur les activités dans ce secteur laisse voir un progrès réel sur les années précédentes. Nous retiendrons par exemple notre participation au Colloque annuel de l'Association de la radio-télévision française du sud de l'Ontario (ARTF) au mois de juin à Windsor et les échanges auxquels ce premier contact a donné lieu durant l'année; la participation de l'adjoint au directeur général qui, en juillet, prononçait une causerie sur l'I.C.E.A. à l'Institut de langue française organisé à Halifax par le ministère de l'Education de la Nouvelle-Ecosse; les démarches du président

de l'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba et la visite de son secrétaire de même que sa participation au stage organisé en collaboration par L'ICD, PEC et l'I.C.E.A.; la rencontre avec les directeurs du Conseil Régional de l'aménagement du nord du Nouveau-Brunswick à l'issue du Colloque de Moncton, organisé par "l'Atlantic Council for Continuing Education" et le "Voluntary Action Committee" de la C.A.A.E., et les projets d'organisation d'un séminaire à Bathurst avec la collaboration de l'I.C.E.A.

Si ce dernier projet n'a pu se réaliser, c'est justement parce que les personnes concernées ont jugé bon de le remettre à plus tard comme le soulignait le président de CRAN qui, en février, participait à une table ronde sur l'animation au secrétariat de l'I.C.E.A. La même remarque peut s'appliquer à nos amis du Manitoba qui comme ceux de CRAN sont maintenant affiliés à l'I.C.E.A., ce qui facilite pour autant la communication et les échanges.

Enfin, le prochain stage d'étude en France auquel participeront cinq délégués du Nouveau-Brunswick et un du Manitoba nous paraît une excellente occasion de raffermir les liens avec nos collègues hors du Québec. Dans l'ensemble, nous pouvons dire que la collaboration avec l'I.C.E.A. s'annonce sous un jour favorable.

b) Suite à la Mission de l'I.C.E.A. en France

Après avoir présenté au Service de la Coopération avec l'Extérieur du ministère de l'Education, un rapport personnel à la suite d'un stage d'étude de trois semaines en France ou Mission de l'ICEA, les quatre participants se sont entendus sur le contenu d'un rapport synthèse qui, adopté par le Conseil d'administration de l'Institut, fut soumis en décembre aux directeurs du Service de la Coopération avec l'Extérieur, de la Direction générale de l'Education permanente (ministère de l'Education) de la Coopération avec l'Etranger (ministère des Affaires intergouvernementales).

Deux mois plus tard, l'ICEA n'ayant reçu ni réponse, ni accusé de réception du dit rapport, le directeur général de l'ICEA fut chargé d'entrer en communication avec le ministère des Affaires Intergouvernementales et de solliciter une entrevue afin que l'on puisse savoir à quoi s'en tenir quant aux

recommandations contenues dans le rapport synthèse par le truchement desquelles on souhaitait,entre autres, la mise sur pied d'un organisme ou Comité consultatif de coordination des échanges avec l'Extérieur dans le secteur éducation des adultes, comité tripartite formé de représentants du gouvernement et de l'ICEA.

Le 26 février, le directeur de la Coopération avec l'Etranger acceptait de recevoir le président et le directeur de l'ICEA. Il ressort de cet entretien que l'on ne s'est pas compris et que la discussion doit être reprise. Pour sa part, notre Conseil d'administration persiste à croire que l'ICEA par sa nature même, les services qu'il s'est donnés (documentation, programmation), l'expérience qu'il a acquise au cours des ans, tant au pays qu'à l'étranger, est en mesure d'assurer efficacement une fonction de consultation en matière d'échanges moyennant certaines conditions auxquelles notre gouvernement ne semble pas prêt actuellement de souscrire.

En conséquence, d'ici à ce que le tout soit clarifié et en vue de favoriser la coordination, le Conseil d'administration a demandé au directeur de l'ICEA de faire parvenir au ministère des Affaires Intergouvernementales copie des requêtes de toutes sortes qui nous sont adressées, le gouvernement prenant en main l'élaboration des programmes de stages au Québec et à l'Etranger, l'évaluation, le follow-up, l'établissement des priorités, l'information et la coordination. L'ICEA demeure cependant disponible pour faire connaître ses propres activités et fournir l'information pertinente. Il s'agit là, du moins nous l'espérons, de mesures temporaires car il demeure assez étonnant malgré tout de constater que toutes les semaines, non seulement des candidats aux stages, mais aussi des fonctionnaires s'adressent à nous pour obtenir des renseignements de toutes sortes.

c) Organisation de Stages en collaboration avec Peuple et Culture

Du 7 au 10 septembre dernier, en collaboration avec L'Institut Coopératif Desjardins et le Mouvement Peuple et Culture (France), l'ICEA organisait un stage à l'intention d'un groupe d'animateurs culturels de ce mouvement et d'animateurs canadiens d'expression française. Ce stage, rendu possible grâce au support financier de la Direction générale de l'Education permanente du ministère de l'Education a permis de mettre en commun des expériences différentes et d'échanger des points de vue intéressants à partir de la conception que l'on se fait de l'animation.

Invité à se rendre en France pour connaître de plus près les réalisations de PEC et de GREP, ainsi que certaines activités de formation dans l'entreprise, l'ICEA est à organiser, sous la responsabilité de l'adjoint au directeur général, un stage qui permettra à une trentaine de Canadiens de l'Ouest, de l'Ontario, des Maritimes et du Québec d'accomplir en petits groupes un périple en province,après un séminaire d'une semaine à Paris, séminaire ayant pour thème la société française et l'évolution de l'éducation des adultes.

Afin d'assurer au stage toute sa dimension éducative et culturelle, nous envisageons la constitution d'un dossier pour la préparation des participants et leur collaboration à la programmation en province, de même que l'évaluation des résultats du stage à laquelle les participants seront appelés à contribuer.

Dans la réalisation de ce projet, nous pourrons compter d'une part sur l'appui financier du gouvernement français et,d'autre part, sur une subvention spéciale du gouvernement du Canada, soit le Secrétariat d'Etat. A la mi-mars, nous nous adressions au ministère des Affaires Intergouvernementales du Québec pour obtenir un support financier; notre lettre est encore sans réponse au moment d'imprimer le présent rapport.

d) Connaissance du Québec: Stages de jeunes fonctionnaires du ministère des Affaires Extérieures

Au mois d'octobre, à la requête du ministère des Affaires Extérieures, l'ICEA acceptait la responsabilité de la programmation et de la réalisation pédagogique d'un stage à l'intention de jeunes fonctionnaires qui se destinent à la carrière diplomatique.

L'objectif d'un tel stage est de permettre aux intéressés de parfaire leurs connaissances entre autres sur les aspects économiques, politiques, éducatifs et culturels du Québec et, une fois qu'ils seront entrés en fonction à l'étranger, de réfléter l'image d'un Canada bi-culturel.

Un rapport d'évaluation comportant un certain nombre de suggestions au niveau de l'organisation matérielle et pédagogique fut adressé par l'ICEA au Ministère à l'issue du stage.

En février, le Ministère revient à la charge et demande à l'ICEA de tenter une expérience où il serait tenu compte de nos suggestions.

Un second stage en voie de préparation se tiendra au Québec du 22 au 31 mai.

e) Conférence Nord-Américaine

La Conférence Nord-Américaine d'octobre 1967 n'est pas à proprement parler un projet de l'ICEA, mais une collaboration au même titre que les autres organismes concernés soit au pays, aux Etats-Unis ou au Mexique, sauf au niveau du secrétariat assumé par l'Institut.

C'est dire que l'organisation de cette Conférence a mobilisé durant une quinzaine, en octobre dernier, les forces du secrétariat, la responsabilité d'exécution ayant toutefois été confiée à mademoiselle Yseult Demers.

Au terme de cette rencontre, il fut résolu de poursuivre les travaux à la lumière des voeux adoptés lors de la dernière séance plénière et de nommer à cette fin un comité formé de quatre représentants des pays concernés. Pour le Canada français, le président et le directeur général de l'ICEA furent désignés pour siéger au dit comité.

La prochaine réunion du Comité de la Conférence aura lieu à Mexico, du 2 au 4 juin 1968.

f) Tables rondes: le développement communautaire - l'animation.

Poursuivant sa politique, l'ICEA a convoqué au cours de l'année deux tables rondes dans le but de faire connaître à ses membres des personnalités en mesure d'apporter des points de vue nouveaux sur diverses questions directement ou indirectement liées à l'éducation des adultes et de favoriser des échanges.

Au mois de novembre, nous avions le plaisir d'accueillir Mlle Henryane de Chaponay, responsable des relations internationales à l'Institut de Recherche et d'Application des Mé-

thodes de Développement (IRAM), qui nous fit part de ses expériences, surtout en pays en voie de développement.

En mars, M. René Didier, délégué général adjoint à Culture et Promotion et professeur invité à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Montréal, développait devant un auditoire attentif sa conception de l'animation et commentait le Cahier de l'ICEA consacré à ce sujet.

Ces rencontres, que l'on souhaite multiplier si les disponibilités du personnel peuvent le permettre, se sont avérées à date fort intéressantes. Elles ont aussi été l'occasion d'explorer des projets de collaboration notamment avec monsieur Didier.

g) Autres activités

Nous avons fait état précédemment de certaines modalités de collaboration rattachées à des projets ou à des formes d'activités précises. D'autres aspects méritent aussi d'être soulignés sans que pour autant nous entrions dans les détails.

Il conviendrait en effet de rappeler la participation occasionnelle des membres du Conseil d'administration, du Comité exécutif et plus fréquemment du personnel du secrétariat à des colloques, seminars, conférences organisés soit par nos membres, soit par le gouvernement ou par des organismes et institutions intéressés aux mêmes problèmes que nous. Il serait trop long d'énumérer toutes ces activités; indiquons seulement qu'elles concernent les domaines de la recherche, de la formation technique et professionnelle des adultes, des loisirs, de l'animation, de l'information et de la documentation, des échanges, ...etc.

Par ailleurs, un simple coup d'oeil sur la liste des organismes privés ou gouvernementaux, avec lesquels l'ICEA collabore à divers titres, donne un aperçu du champ de nos préoccupations.

Organismes bénévoles

Canadian Association for Adult Education (CAAE)
The Ontario Institute for Studies in Education (OISE)
Association de Radio-Télévision française du Sud de l'Ontario
Conseil Régional d'Aménagement du Sud-Est du N.-B. (CRASE)

Gouvernement du Québec

Direction Générale de l'Education Permanente (ministère de l'Education)
Institut de Recherche Pédagogique (ministère de l'Education)
Conseil Supérieur de l'Education
Conseil d'Orientation Economique du Québec
Ministère des Affaires Intergouvernementales
Ministère des Affaires Culturelles
... divers comités consultatifs

Gouvernement du Canada

Ministère des Affaires Extérieures
Ministère des Forêts et du Développement Rural
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration
Secrétariat d'Etat - Département de la Citoyenneté
Commission Canadienne pour l'Unesco
Office National du Film
La Société Radio-Canada

Plan international

Adult Education Association (A.E.A.) Etats-Unis
National Association for Public School Adult Education (NAPSEA)
The Library of Continuing Education at Syracuse University
Institut National de Formation pour Adultes (INFA) Nancy-France
Peuple et Culture (PEC) France
Groupe de Recherche et d'Education pour la Promotion (GREP)
Culture et Promotion -France
National Institute for Adult Education -Angleterre
...etc., ...etc.

Une autre forme de participation qui requiert beaucoup de disponibilité du directeur général et de plus en plus de son adjoint, c'est la consultation. La plupart du temps, cette consultation revêt un caractère privé et se situe au niveau de l'information, de l'élaboration d'un programme, de l'organisation de l'éducation des adultes à l'intérieur d'un groupe ou d'un organisme, du problème de la communication, de la mise en commun des expériences, ...etc. Il serait assez intéressant d'analyser l'influence de l'ICEA dans l'orientation de tel ou tel projet; mais la discrétion commande le silence.

A titre d'exemple et parce que nous avons en main un document officiel de la direction des Grands Ballets Canadiens, nous remerciant pour service rendu, mentionnons que l'ICEA a été à l'origine ou du moins a fourni l'idée de l'organisation, avec le Service régional des Loisirs de Montréal,de deux grandes soirées populaires,où la présentation de Carmina Buruna à des prix forts réduits a favorisé une participation générale. A l'occasion, l'ICEA s'est aussi efforcé de faire connaître les activités de ses membres à divers groupes et organismes.

Ce sont là des exemples, parmi bien d'autres, qui nous permettent d'illustrer notre intérêt et notre bonne volonté. Malheureusement nous sommes trop souvent dans l'obligation d'opposer un refus à des requêtes pourtant extrêmement valables, non par manque d'intérêt certes, mais parce que les ouvriers ne sont pas assez nombreux et que les journées n'ont que vingt-quatre heures.

E - REPRESENTATION

Il arrive assez fréquemment que l'ICEA soit invité à désigner un représentant sur un comité ou une commission poursuivant des objectifs qui cadrent avec les orientations de l'Institut. Dans la mesure des disponibilités, le Comité exécutif se fait un devoir de désigner un représentant ou de donner suite à une suggestion, selon le cas, étant bien conscient qu'une telle participation est un enrichissement de part et d'autre.

Ainsi, au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'ICEA était représenté sur les commissions ou comités suivants:

- Service de l'Education des Adultes de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal
  Comité de consultation - M. Jean-Jacques St-Pierre

- Ministère de l'Education, Direction générale de l'Education permanente
  Comité de planification - Mme Madeleine Ryan

- Conseil d'Orientation Economique du Québec
  Groupe de travail sur l'Animation - Mlle Madeleine Joubert et M. André Tétreault

- Commission Canadienne pour l'Unesco
  Comité Exécutif - M. Gérard Barbin (*)
  Sous-commission sur l'Education - Mlle Madeleine Joubert

- Conseil Canadien de l'Aménagement Rural - Dr. Léo Dorais

- Conférence Nord-Américaine sur l'Education des Adultes
  - M. Gérard Barbin et Mlle Madeleine Joubert

- Ad Hoc Committee on Continuing Education (Etats-Unis)
  - Mlle Madeleine Joubert

- Conférence Catholique Canadienne
  Comité d'Action Sociale - Mlle Madeleine Joubert

(*) Désigné par l'Assemblée générale de février 1968 en remplacement du directeur général de l'ICEA.

III - CONCLUSIONS

L'année 1967-1968 fut certes une année bien remplie Ce fut aussi l'occasion d'un rapprochement sensible avec nos membres par le biais de nouvelles activités.

Si nous comparons notre action avec celle des années précédentes, nous constatons très vite que jamais rien n'est statique, n'est définitif, n'est figé à l'ICEA; au contraire nous sommes entraînés dans le dynamisme d'une société post-industrialisée où les problèmes d'éducation se présentent sans cesse différemment et nécessitent la recherche de solutions nouvelles. Un examen plus approfondi permet de déceler un fil conducteur à travers toutes ces activités, un ensemble d'interrelations qui laisse prévoir pour l'avenir un programme d'action encore mieux intégré.

Deux points majeurs retiendront semble-t-il notre attention au cours des prochaines années: la participation, la représentation, la communication d'une part et la réflexion, l'étude et la recherche d'autre part.

Pour accomplir notre tâche plus que jamais nous avons besoin de la compréhension et de la collaboration de nos membres, de tous ceux qui bâtissent l'ICEA et qui, de près ou de loin, ont généreusement partager nos inquiétudes, notre labeur, nos efforts au cours de l'année qui vient de se terminer. Qu'il me soit permis de les remercier bien chaleureusement.

Madeleine Joubert
Directeur général de l'ICEA.

Annexe - I

CONSEIL D'ADMINISTRATION 1967-1969

Comité exécutif:

Gérard Barbin, président - directeur général, L'Institut Coopératif Desjardins

Maurice Chartrand, vice-président - rédacteur en chef, Revue Commerce, Chambre de Commerce du District de Montréal

Jean-Paul Charbonneau, directeur - chef de l'équipe des conseillers en relation avec les parents, Commission des Ecoles Catholiques de Montréal

Fernand Daoust, directeur - vice-président, Fédération des Travailleurs du Québec

Jean-Jacques Saint-Pierre, directeur - directeur des Cours du Soir, Ecole des Hautes Etudes Commerciales

Madeleine Joubert, directeur général

Directeurs

René Bélisle	Confédération des Loisirs du Québec
Jean Brunelle	Centre des Dirigeants d'Entreprise
Roland Brunet	Service de l'Education Permanente - Université de Montréal
(*) Gabrielle Hotte	Confédération des Syndicats Nationaux
Réal Charbonneau	Service de l'Education des Adultes - Commission des Ecoles Catholiques de Montréal

(*) Elue le 25 mars 1968. A remplacé M. Jean Champagne qui a démissionné en raison de ses nouvelles fonctions au Ministère du Travail (Québec).

Yvon Daneau	Conseil de la Coopération du Québec
Guy Filteau	Service de l'Education Permanente - Commission Scolaire Régionale Maisonneuve
Michel Gagnon	Service de Préparation au Mariage de Montréal
Mme Dominique Goudreault	Association Féminine d'Education et d'Action Sociale
Jean-Paul Lafond	Association des Ecoles et Collèges Indépendants
Jean-Guy Laguë	Jeunesse Ouvrière Chrétienne
Réal Michaud	membre à titre individuel
Roland Parenteau	membre à titre individuel
Henri-Paul Proulx	Union Catholique des Cultivateurs
Joseph Quirion, o.m.i.	Faculté des Arts - Université d'Ottawa
Mme Arthur Rousseau	Jeunesses Musicales du Canada

Oooc -0- oooO

⊖ MEMBRES DE L'I.C.E.A. ⊖

A - AFFILIES

a) Associations et organismes

⊖ Groupe - 1

Alliance des Professeurs de Montréal	M. Paul-Aimé Paiement M. Robert Chagnon
Association Canadienne des Bibliothécaires de Langue Française	M. Patrick Allen
Association des Ecoles et Collèges Indépendants	M. Jean-Paul Lafond
Association des Hôpitaux de la Province de Québec	M. Pierre Ledoux M. Georges Matakias M. André Chagnon M. Pierre Vendette
Centre des Dirigeants d'Entreprise	M. Jean Brunelle M. Guy Darveau
Chambre de Commerce des Jeunes du District de Montréal	M. Pierre Gadbois
Chambre de Commerce du District de Montréal	M. Benoît Duchesne M. Maurice Chartrand
Confédération des Loisirs du Québec	M. J.-Marie Lachance M. René Bélisle
Confédération des Syndicats Nationaux	Mlle Gabrielle Hotte M. Robert Marceau M. Bruno Meloche
Congrès du Travail du Canada	M. Julien Major M. Robert Lévesque M. Mario Loschiavo
Conseil de la Coopération du Québec	M. Gilbert Charron M. Jean Martel M. Josaphat Lambert M. Roland Lelièvre
Conseil du Québec du Syndicat Canadien de la Fonction Publique	M. Lucien Valiquette M. Roger Lampron M. C.-H. Tremblay
Conseil du Travail de Montréal	M. Guy Dupuis M. Armand Jolicoeur
Corporation des Courtiers en Immeuble du Québec	M. J.A. Chenette M. Antoine Morin

Corporation des Enseignants du Québec	M. André Gagnon M. Michel Giroux Mme Thérèse Fréchette Mlle Louise Marcil
Fédération de Québec des Unions Régionales des Caisses Populaires Desjardins	M. Emile Girardin M. Napoléon Mackay M. Irénée Bonnier M. P.-Emile Charron
Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec	M. Maurice Lavallée M. Jean-Gilles Jutras
Fédération des Enseignants de l'Ile de Montréal	M. Robert Chagnon M. Yvan Brodeur
Fédération des Frères Educateurs du Canada	Frère H.-L. Fortin Frère Henri Gingras
Fédération des Travailleurs du Québec	M. Fernand Daoust M. René Rondou M. Philippe Vaillancourt M. Gérard Rancourt
La Fédération des Commissions d'Apprentissage du Québec	M. Lucien Aubé M. Jean Bélanger
Syndicat des Professeurs de l'Etat du Québec	M. Roger Lacoste M. J.-Louis Thériault
Union Catholique des Cultivateurs	M. Albert Allain M. Jean-Marc Kirouac M. P.-Henri Lavoie M. H.-Paul Proulx

- Groupe - 2

Action Catholique Canadienne	
Association d'Education des Canadiens-Français du Manitoba	M. Maurice Gauthier M. Jacques Molicard
Association d'Education du Québec	M. Benoît Cossette R.P. Rosaire Blackburn
Association Féminine d'Education et d'Action Sociale	Mme D. Goudreault Mme P. Laliberté
Conseil Canadien de la Coopération	M. Hector Yelle M. J.-François Séguin
Conseil Régional d'Aménagement du Nord du Nouveau-Brunswick	Dr. Bertin Lacroix M. Harold McKernin

Jeunesses Musicales du Canada	M. Gilles Lefebvre Mme Arthur Rousseau
Jeunesse Ouvrière Chrétienne	Mlle Lise Belleau M. Jean-Guy Laguë
Mouvement des Travailleurs Chrétiens	M. Jacques Champagne Mlle Denyse Gauthier
Service Régional des Loisirs de Montréal	M. Gérald Addison M. Luc Ouimet
Société Saint-Jean-Baptiste de Québec	M. Guy Lefebvre M. Jean Hubert

- Groupe - 3 i)

CEGEP Salaberry-de-Valleyfield - Service de l'Education des Adultes	M. Daniel Campeau
Centre d'Organisation Scientifique de l'Entreprise	M. Raymond Lanctôt M. Jacques Soucy
Collège Sainte-Marie	M. P.-Emile Gingras
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal - Service de l'Education des Adultes	M. Réal Charbonneau
Commission Scolaire Régionale Dollard-des-Ormeaux - Service de l'Education Permanente	M. Léopold Hébert
Commission Scolaire Régionale Maisonneuve - Service de l'Education Permanente	M. Guy Filteau
Ecole des Hautes Etudes Commerciales-Cours du soir	M. Jean-Jacques St-Pierre
Institut de Pastorale	R.P. Gilles M. Bélanger
L'Institut Coopératif Desjardins	M. Gérard Barbin M. Gérard Rivard
Université de Moncton - Extension de l'Enseignement	M. Alexandre J. Boudreau
Université de Montréal - Département de Science Politique	M. Guy Bourassa
Université de Montréal - Service d'Education Permanente	M. Léo Dorais M. Roland Brunet
Université de Sherbrooke - Service Extension de l'Enseignement Universitaire	M. Benoît Letendre M. Jean Dancose

Université de Sudbury - Extension de l'Enseignement	R.P. Hector L. Bertrand
Université d'Ottawa - Faculté des Arts	R.P. Joseph Quirion
Université d'Ottawa - Faculté des Sciences Sociales	Me Louis Sabourin
Université Laval - Extension de l'Enseignement Universitaire	M. Mario Ferland M. Maurice Barbeau

- Groupe - 3 ii)

(*) Centre d'Animation de Développement et de Recherche en Education (CADRE)	M. l'abbé G. Bélanger M. l'abbé J.-M. Tousignant
Collège Frontier	Me Jean Guilbeault
Conférence Catholique Canadienne - Département d'Action Sociale	M. l'abbé J.-G. Hamelin M. l'abbé Ch.-E. St-Onge
Conseil Oblat des Oeuvres Indiennes et Esquimaudes	R.P. Guy Voisin
L'Assurance-Vie Desjardins - Service Culturel	M. Roland Lelièvre
Office des Communications Sociales	M. l'abbé Lucien Labelle
Service de Préparation au Mariage de Montréal	M. Michel Gagnon M. Gaëtan Bernard
Société des Artisans - Département d'Action Sociale	M. Armand Godin

(*) CADRE est l'organisme représentant l'A.I.E.S. et l'A.C.Q. à l'ICEA. Ces deux dernières associations remplacent maintenant la Fédération des Collèges Classiques qui a terminé ses opérations.

b) Individus

- Groupe - 4

M. Fernand ALIE	Président - Institut Alie
M. Jacques BEAUCAGE	Conseiller technique - ARDA (Ottawa)
M. Fernand BENOIT	Directeur de la Culture Populaire - C.E.C.M.
M. Jean BLAIS	Directeur de la télévision - Société Radio-Canada
M. Jean-Charles BONENFANT	Conservateur de la bibliothèque de la Législature (Québec)
Mme Rita CADIEUX	Agent de liaison - Direction de la Citoyenneté
M. Pierre CARIGNAN	Directeur - Institut de recherche en droit public - Université de Montréal
M. Marcel Caron	Direction des Affaires Culturelles - Ministère des Affaires Extérieures (Ottawa)
M. Jean CHARBONNEAU	Superviseur des émissions religieuses et éducatives - Société Radio-Canada
M. Rosario COUSINEAU	Directeur - Extension de l'Enseignement - Université de Sherbrooke
M. Gaëtan DAOUST	Directeur général - Conseil Canadien de l'Aménagement Rural
M. Romain DESBOIS	Représentant à Londres - Société Radio-Canada
M. l'abbé Gérard DION	Professeur- Dépt. Relations Industrielles - Université Laval
M. Léon DION	Directeur - Dépt. Science Politique - Université Laval

M. Léo DORAIS	Directeur - Service de l'Education Permanente - Université de Montréal
Mlle Cécile HARRIS	Consultante en main-d'oeuvre - Ministère de la main-d'oeuvre et de l'Immigration
M. A.L. HEPWORTH	Directeur - Dépt. des Affaires Internationales - C.T.C.
M. Fernand JOLICOEUR	Directeur général - Direction générale de l'Education Permanente - Ministère de l'Education (Québec)
M. Roland LADOUCEUR	Commissaire adjoint du gouvernement à la cinématographie - Office National du Film
M. Jean LAGASSE	Directeur - Direction de la Citoyenneté (Ottawa)
Me Marc LALONDE	Conseiller politique du Premier Ministre (Ottawa)
M. Napoléon LEBLANC	Vice-recteur - Université Laval
M. Jean-Guy LEBOEUF	Président - L'Institut de Personnalité
Mme Marthe LEGAULT	
M. Léon LORTIE	Historien - Université de Montréal
Rév. J.N. MACNEIL	Département de l'Extension - Université Saint-François-Xavier
M. Armand MASSE	Directeur des cours pour adultes - Externat Classique de Longueuil
M. Réal MICHAUD	Chef du service des émissions religieuses, d'enseignement et de service public - Société Radio-Canada

M. Roland PARENTEAU	Directeur général - Conseil d'Orientation Economique du Québec
M. Jean POISSON	Directeur - Service de l'Education des Adultes - C.S.R. Lanaudière (Joliette)
M. Gérard POTVIN	Professeur - Université de Montréal
M. Norbert PREFONTAINE	Directeur - Secrétariat des Plans spéciaux - Bureau du Conseil Privé (Ottawa)
M. Alfred ROULEAU	Président - Assurance-Vie Desjardins
Mme Madeleine RYAN	
M. Jean-Claude SAUVE	Directeur du service de l'information - CADRE
M. Claude TOUCHETTE	Etudiant - Ontario Institute for Studies in Education
M. Jacques-P. VILLENEUVE	Vice-président, personnel - Marine Industrie Limitée

B - ASSOCIES

a) Organismes gouvernementaux

⊖ Groupe - 5

Compagnie des Jeunes Canadiens	M. Martin Béliveau Mme M. Turbide-Vennat
Conseil de la Radio-Télévision Canadienne	M. Pierre Juneau M. R.B. Chiasson

b) Industries - entreprises

⊖ Groupe - 6

ALCAN

Assurance-Vie Desjardins

Banque Canadienne Nationale

Banque de Montréal

Banque Provinciale du Canada

Banque Royale du Canada

Canada Iron Foundries Limited
Canadair Limited
Canadian Imperial Bank of Commerce
Cie de Papier Rolland Limitée
Cie de Téléphone Bell du Canada
Fédération des Caisses Populaires Desjardins
Fondation J. Armand Bombardier
Hudson's Bay Company
Hydro-Québec
Imperial Tobacco Co. of Canada Limited
International Business Machine Co. Limited
La Brasserie Molson
La Mutuelle S.S.Q.
La Presse
La Sauvegarde, Cie d'Assurance sur la Vie
Northern Electric Co. Limited
Pierre Desmarais Inc.
Shell Canada Limited
Société Générale de Financement
Steel of Canada Limited
Trust Général du Canada

C - SOUSCRIPTEURS

- Groupe - 7

Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal
Banque Mercantile du Canada
Brasserie O'Keefe
Canadian Johns-Manville Co. Limited
Cie de Biscuits Stuart
C.J. Hodgson & Cie Inc.
David Lord Limitée
Dominion Ayers Limited
Dominion Bridge Company Limited

Dominion Stores Limited

Eaton Co. Limited of Montreal (The T.)

Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste

Forano Limitée

Fraser Co. Limited

Imprimerie Richelieu Limitée

Industrial Acceptance Co. Limited

Johnson & Johnson Limitée

La Brasserie Labatt Limitée

La Laurentienne, Cie Mutuelle d'Assurance

Les Placements Collectifs Inc.

Les Produits Catelli Limitée

MacKinnon Structural Steel Co. Limited

Marine Industrie Limitée

M. Pollack Limitée

Steinberg Limited

St. Lawrence Sugar Refineries Limited

Texaco Canada Limited

The Ogilvy Flour Mills Co.

The Reader's Digest Association Canada

Union Carbide Canada Limited

Vachon Inc.

Zeller's

Oooo -0- oooO

⊖ SECRETARIAT DE L'I.C.E.A. ⊖

Permanents

Mlle Madeleine JOUBERT	Directeur général
M. André TETREAULT	Adjoint au directeur général
M. Simon LANDRY	Chargé de recherche
M. Philippe ARLEN (*)	Bibliothécaire
Mme Lise BRUNET	Bibliothécaire
Mme Hélène PHELPS	Documentaliste
Mlle Monique LEPINE	Chef de secrétariat
Mlle Hélène LEVASSEUR	Secrétaire - dactylo
Mlle Nicole LAFLAMME	Secrétaire - dactylo
Mlle Géraldine SULLIVAN	Secrétaire - dactylo

Surnuméraires

M. Paul BELANGER	Chargé de recherche
M. Pierre PAQUET	Chargé de recherche
Mlle Yseult DEMERS	Responsable de projets spéciaux
Mlle Lorraine GAGNER	Secrétaire à la recherche
Mlle Marie-D. VALIQUETTE	Secrétaire à la documentation

(*) Employé à temps partiel à partir d'octobre 1967.

Annexe - II

ERIC

• LES COMITES DE L'I.C.E.A. •

Le président et le directeur général sont membres d'office de tous les comités

• ETUDE SUR LA DISTRIBUTION DU FILM

Mme Rita Cadieux, présidente	Agent de liaison - Direction de la Citoyenneté
M. Simon Landry, secrétaire	Chargé de recherche - I.C.E.A.
M. Yves Garneau	Directeur adjoint au service canadien - Office National du Film
M. Claude Himbeault	Président - Fédération des Cinémathèques et Conseils du Film
Mlle Gabrielle Hotte	Responsable régionale - Service d'éducation - C.S.N.
M. André Petrowski	Représentant - O.N.F.
Mlle Thérèse Roy	Directeur - Cinémathèque - Université Laval

• ETUDE SUR LA RADIODIFFUSION EDUCATIVE

Me Marc Lalonde, président	Conseiller politique du Premier Ministre (Ottawa)
M. André Tétreault, secrétaire	Adjoint au directeur général - I.C.E.A.
M. Fernand Benoit	Directeur de la Culture Populaire - C.E.C.M.
M. André Charbonneau	Etudiant - Faculté des Lettres - Univ. de Montréal
M. Normand Jutras	Adjoint au directeur - Service Education Permanente - Univ. de Montréal

M. Georges Lahaise	Superviseur de la section éducation - Service des émissions éducatives et d'affaires publiques - Société Radio-Canada
M. Roland Lelièvre	Directeur - Relations publiques - Assurance-Vie Desjardins
M. Guy Messier	Conseiller technique - Direction générale de l'Education permanente - Ministère de l'Education (Québec)
Mme Marie-Paule Sainte-Marie	Auteur - recherchiste - Société Radio-Canada

- ETUDE SUR L'EDUCATION DES ADULTES ET LES PROBLEMES DE MAIN-D'OEUVRE

M. André Déom, président	Vice-président du personnel - Cie de Papier Rolland Ltée
M. Simon Landry, secrétaire	Chargé de recherche - I.C.E.A.
M. Jean-Réal Cardin	Directeur - Dépt. Relations Industrielles - Univ. Laval
M. Jean Champagne	Directeur général - Direction Générale de la Main-d'oeuvre - Ministère du Travail (Québec) ✱
M. Pierre-F. Côté	Secrétaire adjoint - Fédération des Caisses Populaires Desjardins
M. Fernand Daoust	Vice-président - Fédération des Travailleurs du Québec
M. Jean-Jacques Lemieux	Conseiller senior - Les Cadres Professionnels Inc.
M. Jean-Robert Ouellet	Consultant en matière de mobilité - Min. de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration (Ottawa)
M. Jacques Villeneuve	Vice-président - Direction Générale du Personnel - Marine Industrie Limitée

(✱) Autrefois Adjoint au secrétair général - Confédération des Syndicats Nationaux.

- ETUDE SUR LES CENTRES RESIDENTIELS

M. Fernand Daoust président	Vice-président - Fédération des Travailleurs du Québec
M. André Tétreault, secrétaire	Adjoint au directeur général - I.C.E.A.
M. Guy Beaugrand-Champagne	Responsable - Animation sociale - Société de Mathématiques Appliquées
M. Guy Darveau	Conseiller en formation - Centre des Dirigeants d'Entreprise
Mme Dominique Goudreault	Présidente générale - Association Féminine d'Education et d'Action Sociale
M. François Leclerc	Adjoint au directeur - L'Institut Coopératif Desjardins
M. Bruno Meloche	Directeur du Service d'Education - Confédération des Syndicats Nationaux
M. Henri-Paul Proulx	Directeur de l'Education - Union Catholique des Cultivateurs
M. Yvon Sirois	Président, - Chambre de Commerce de la Province de Québec
M. Jacques Soucy	Directeur général - Centre d'Organisation Scientifique de l'Entreprise (COSE)

- CONFERENCE NORD-AMERICAINE
(Comité conjoint Mexique - Etats-Unis - Canada)

Mexique

Prof. Ramon Bonfil	Director General de Alfabetizacion y Educacion Extraescolar
Prof. Lucas Ortiz Benitez	
Prof. Jesus Isais Reyes	

Lic. Manuel Bravo	Direccion General - Centro Nacional de Productividad

Etats-Unis

Dr. Edward J. Brice	Department of Health, Education and Welfare - Washington
Mr. Robert A. Luke	Executive Director - National Association for Public School Adult Educators
Dr. Eugene A. Johnson	Executive Director - Adult Education Association of U.S.A.
Dr. William C. Huffman	Dean University College - University of Louisville - Kentucky

Canada

Mlle Madeleine Joubert	Directeur général - Institut Canadien d'Education des Adultes
M. Gérard Barbin	Directeur général - L'Institut Coopératif Desjardins
M. Gordon Selman	Directeur - Département de l'Extension - Université de la Colombie-Britannique
Dr. Alan Thomas	Directeur - Canadian Association for Adult Education

- CAMPAGNE DE RECRUTEMENT (SOUSCRIPTION)

M. René Fortier, président	Vice-président adjoint, Affaires publiques - Cie de Téléphone Bell du Canada
M. George Blackburn	Directeur des Relations Extérieures - Monsanto Canada Ltd
M. Jean-Jacques Gagnon	Vice-président, directeur du personnel - ALCAN

M. Robert T. Lasnier	Directeur adjoint, Bureau principal - Banque Royale du Canada
M. Jean-Louis René	Directeur de la Formation et du Perfectionnement - Hydro-Québec
M. W.R. Stevens	Chef de la Planification et du Développement de la main-d'oeuvre - United Aircraft of Canada Ltd
M. Jules Tourillon	Président - David Lord Ltée
M. Jacques-P. Villeneuve	Vice-président, Direction Générale du Personnel - Marine Industrie Limitée.

0000 -0- 000O

Annexe - III

LISTE DES PUBLICATIONS

1967 - 1968

ERIC Clearinghouse
DEC 6 1968
on Adult Education

LES CAHIERS DE L'I.C.E.A.

"L'Animation" (en collaboration) n° 4/5 - septembre 1967

"L'Education des Adultes et les problèmes de main-d'oeuvre" (en collaboration) n° 6/7 - mai 1968

BULLETIN DE L'I.C.E.A.

Volume II n°s 3 - 4 - 5 - 6 - 7
Volume III n°s 1 - 2 - 3 - 4

REPERTOIRE

2° série de fiches - juin 1967

"Pour une politique de l'Education des Adultes au niveau postsecondaire"
- Mémoire au Ministère de l'Education du Québec - juillet 1967 (version anglaise)

"Rapport sur la distribution du film" - septembre 1967

"Les Comités: Esprit et Méthodes" (Claude Ryan)
3° édition, 14° mille - mars 1968

Rapport: Première Conférence Nord-Américaine sur l'Education des Adultes
Publication conjointe (version française) - mars 1968

Oooo -O- oooO